

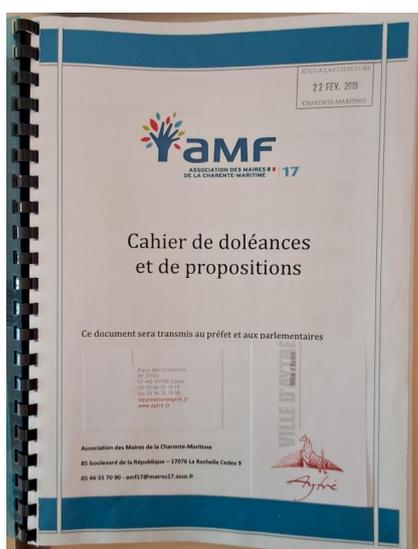
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

Aytré

code INSEE : 17028

9 205 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W24) ; copie numérique aux Archives nationales (pages manquantes).

Forme : 35 feuilles blanches A4 reliées par une spirale de plastique bleu, dont 13 feuilles utilisées et numérotées (nombreux collages).

Couverture AMF couleur avec carte de visite de la commune collée dessus.

Titre : Cahiers de doléances et de propositions

Reçu à la préfecture le 22 février 2019.

Insérées :

- la lettre du ministre chargés des collectivités locales du 16 janvier 2019 (2 pages),
- la motion de soutien de l'AMF17 à l'action dit des « Gilets jaunes » (2 pages).

20 contributions.

- Je suis retraité, depuis 6 ans, je n'ai eu aucune augmentation, il faudrait au moins qu'elle soit basée sur le coût de la vie
- Il y a trop de différence entre les gros salaires et les autres, qui comptent les centimes.
- Il est grand temps de faire une réelle politique de l'environnement, volontariste, autrement on va dans le mur pour un futur proche.
- La France est devenue trop inégalitaire. ①

- Rétablissement de l'ISF et lutte contre l'évasion fiscale
- Prise en compte du vote blanc
- Limiter le renouvellement de tous les mandats électifs à 2 fois
- Réduction du nombre de parlementaires et suppression du sénat
- Laisser aux élus locaux le choix de limitation de vitesse entre 80 et 90 (comme au Canada du terrain, accidentogène ou pas).
- Pensions des retraités indexés sur l'inflation

Economie :

Que l'Etat investisse dans la R & D pour les objets du quotidien (Machine à laver, à café, à vaisselle, automobile etc...) pour prendre le contre-pied du marché en proposant un rapport qualité-prix basé non pas sur la maximisation des profits mais bien plutôt sur la longévité et la faculté à remplacer une pièce défectueuse.

Ne pas laisser l'eau se faire privatiser !!

- Ayez aussi le courage de supprimer tous les avantages des anciens présidents qui nous coûtent une petite fortune!!!
Mura de tenir compte de cette réflexion, pour que notre pays continue de vivre dans la sereinité, l'égalité, la fraternité... si non ce sera ingérable et l'on se dirigera inévitablement vers le Fascisme!!!
AH

IMMIGRATION : Quota pour une immigration choisie afin de recevoir dignement ces migrants en leur offrant non pas des allocations sans aucune obligation, mais en les formant dans des métiers où nous manquons de main d'œuvre (ça évitera les appels d'air).

LAICITE : Respectons toutes les confessions, mais cessons d'accepter qu'on nous oblige de changer tous nos us et coutumes. Rétablissons-les ; Lorsque nous allons à l'étranger c'est bien volontiers que nous adoptons leurs coutumes.

ELECTIONS : Reconnaissance du vote blanc,

Vote obligatoire : pourquoi pas, à condition de repenser au déroulement des élections qui pourraient se faire en semaine au lieu du dimanche.

- La terre n'est pas faite pour accueillir 7 milliards de personnes.
Si l'on veut que le monde perdure et soit vivable, il faut changer la façon de vivre et de consommer.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 6 lignes, 54 mots

Afin de motiver les travailleurs et satisfaire les employeurs qui ont du mal à recruter, il faudrait un minimum de 400 à 500 € entre un salarié à plein temps et une personne qui préférera se contenter des aides et indemnités diverses.

Permettons aux travailleurs de vivre dignement de son travail. Oui au RIC.

2. Manuscrit, 8 lignes, 65 mots

- Rétablissement de l'ISF et lutte contre évasion fiscale.
- Prise en compte du vote blanc.
- Limiter le renouvellement de tous les mandats électifs à 2 fois.
- Réduction du nombre de parlementaires et suppression du Sénat.
- Laisser aux élus locaux le choix de limitation de vitesse entre 80 et 90 (connaissance du terrain, accidentogène ou pas).
- Pensions des retraites indexées sur l'inflation.

3. Manuscrit, 10 lignes, 73 mots

- Je suis retraité, depuis 6 ans, je n'ai eu aucune augmentation ; il faudrait au moins qu'elle soit basée sur le coût de la vie.
- Il y a trop de différence entre les gros salaires et les autres, qui comptent les centimes.
- Il est grand temps de faire une réelle politique de l'environnement, volontariste, autrement on va tant le mur pour un futur proche.
- La France est devenue trop inégalitaire.

4. Manuscrit, 23 lignes, 240 mots (homme)

Bonjour, [P.NOM] Citoyen Aytré – Aytré, le 11-1-2009.

Si l'année 2018 a été celle de la colère, faisons en sorte que l'année 2019 soit celle de l'espoir.

Qu'elle s'exprime en gilets jaunes, en robes noires, en blouses blanches, bleus de travail, sur tous les terrains et dans les entreprises, la colère qui s'exprime est aussi la mienne, retraité chahuté aux côtés de tous ceux qui s'expriment pacifiquement pour défendre leurs conditions de vie, pour le service public et une industrie prospère au service du monde du travail.

Je suis favorable :

- Au développement du pouvoir d'achat, la hausse des salaires, des pensions, le retour de l'ISF, la mise en place de l'impôt à la source pour les multinationales, une TVA réduite pour les produits de premières nécessités (alimentation, soins adultes et enfants, énergie, eau, transports collectifs...).
- À plus de justice sociale et fiscale ; élargir les tranches imposables de l'impôt sur les revenus, pas d'écart de salaire supérieur de 1 à 10 au sein des entreprises . Dégeler l'évolution des points d'indice des salaires dans le public.

- Au principe de référendum d'initiative populaire. Il doit être utilisé pour gagner des droits nouveaux, pas pour remettre en cause des droits et des acquis. Un acte citoyen pour le progrès.
- À la mise en place du statut de l'élu, mandat, indemnités et retour à l'emploi.
- Au développement du sport pour tous et au renforcement du rôle et de la place des fédérations sportives et associations.

5. Manuscrit, 75 lignes, 735 mots

o Le président de la République a commis l'erreur de croire qu'il avait été élu sur son programme. Lorsqu'en France, il y a 11 millions de votes blancs, nuls et abstentions lors d'une élection présidentielle, c'est le signe d'un profond malaise. Il a nommé un Premier ministre, qui allait faire sa politique, très technocratique, de remise en question du modèle social français. D'où 50 % d'absentions aux élections législatives. La démocratie représentative et le régime présidentiel étaient remis en question par ce nombre important d'électeurs qui ne se déplaçaient plus. Nous avons plus voté contre Marine Le Pen que pour E. Macron. Cela il n'en a pas tenu compte.

Concernant les institutions, je souhaite une 6^e République plus respectueuse du Parlement. Fin de droit de dissolution du Parlement par le président de la République, abolition de l'article 49.3, désignation du Premier ministre parmi les parlementaires élus par les citoyens. Reconnaissance du vote blanc. Supériorité des propositions de lois sur les projets de lois. Respect du droit d'amendements.

o Monsieur le Président de la République, la vie est trop chère. Les produits de première nécessité, alimentation et énergie devraient être taxés à une TVA à taux réduit, y compris les produits pétroliers (essence, gasoil). Les factures d'eau et d'électricité sont aujourd'hui plus chères en taxes qu'en consommation propre. Où va tout cet argent des taxes payées ? Une fois que vous avez payé vos charges, votre loyer, et fait face à vos dépenses courantes, il ne reste plus rien pour se faire plaisir, gâter ses enfants et petits-enfants. La TVA au taux réduit devra faire l'objet d'une surveillance, pour ne pas revoir ce qui s'est passé avec les restaurateurs, sous la présidence Sarkozy, qui se sont mis dans la poche la différence entre le taux réduit et le taux majoré. Aucune incidence sur l'emploi et aucune baisse des repas. À Paris, il est impossible de manger à moins de 35 € dans les brasseries.

o Pour les retraités, la hausse de la CSG les a fragilisés. Couplée avec la non-indexation sur le coût de la vie, vous avez fragilisé des retraités, qui doivent aider leurs enfants, petits enfants, entretenir leur maison, gage de leur fin de vie et de leur perte d'autonomie. Je demande le retrait de la hausse de 1,7 % de la CSG pour tous les retraités. De plus, il est mensonger de dire que les retraités touchant moins du 2000 € en sont exonérés, puisque c'est le revenu fiscal de référence qui compte. Il faut cesser de culpabiliser les retraités. Je souhaite le retour de la demi-part fiscale des veuves ayant élevé des enfants, injustement supprimée par le gouvernement Sarkozy-Fillon. Cette mesure a fait tomber dans l'impôt de modestes retraites, souvent des veuves avec des petites retraites. Je souhaite que tout citoyen français paye ses impôts en France (artistes, sportifs doivent payer leurs impôts en France). Je souhaite que les GAFAs payent un impôt sur les sociétés. Je souhaite le rétablissement de l'ISF et la renationalisation des autoroutes.

o Je demande qu'il n'y ait pas de retraite inférieure au salaire minimum. Monsieur le Président, vous n'avez pas eu un mot pour les retraités modestes qui ont moins de 1000 € par mois pour vivre. Comment font-ils, ils survivent ??

Les retraités ont beaucoup travaillé et les femmes qui élèvent des enfants travaillent. Un effort particulier doit être fait envers ces populations. Par solidarité nationale.

Les salaires et retraites doivent être indexés sur le coût de la vie. Et même si le travail doit être valorisé, il ne faut pas culpabiliser les retraités qui ont travaillé et font aussi tourner l'économie

française (restaurants, voyages, associations...).

Le point d'indice des fonctionnaires doit aussi être revalorisé.

o Je propose la création dans chaque mairie, financé par l'État, d'emploi d'aide à la personne. Aujourd'hui ce sont les enfants et petits enfants qui aident leurs parents à faire les recherches sur Internet ou à les transporter chez le médecin, faire leurs courses. Les enfants se substituent à la puissance publique pour la solidarité nationale. En zone rurale ces emplois seraient particulièrement les bienvenus.

o Je souhaite la redéfinition du périmètre d'activité des services publics.

o Enfin, je demande un meilleur équilibre entre les impôts des particuliers et les impôts des entreprises.

Cela fait trop longtemps que la politique économique française est essentiellement une politique de l'offre.

De temps en temps il faut encourager la demande.

Aytré, le 14.01.2019

[Signature]

6. Manuscrit, 9 lignes, 80 mots

Bonjour Monsieur le Maire, aujourd'hui j'ai 36 ans et les mesures mises en place par le président ne me concernant pas car je suis dans la classe moyenne, juste ce qu'il faut de trop pour n'avoir droit à rien. Voici ce que je propose :

- Encadrement des loyers.
- Baisse des charges.
- Baisse de la TVA sur l'alimentation.
- Baisse de nombre de députés.
- Proportionnelle à l'Assemblée.
- RIC.
- Rétablissement ISF.

Merci à AYTRÉ le 14/01/19. [Signature]

7. Manuscrit, 13 lignes, 83 mots

- Abolition des privilèges des élus et hauts fonctionnaires.
- Ne pas vivre dans des châteaux → Matignon – Élysée – Bourbon.
- Diminution des élus → ministres, sénateurs, députés, députés européens.
- Paiement au mérite.
- Réparation de leurs erreurs par leurs deniers personnels.
- Ne plus rémunérer les anciens présidents.
- Pour les élus, retraites calculées sur 42 ans de travail et plafonnées.
- Rétablissement de l'ISF.
- Recours au référendum.
- Décaler la date des législatives pour une cohabitation.

Aytré le 14.1.2019

8. Manuscrit, 7 lignes, 50 mots

Bonjour.

Nous demandons l'indexation des retraites et des salaires sur l'inflation.

La mise en place du Référendum d'initiative citoyenne.

Le rétablissement de l'ISF.

D'établir des élections avec une proportionnelle plus importante.

Une vraie augmentation du SMIC.

Pas de retraite en dessous du SMIC.

Une augmentation des allocations pour les handicapés.

9. Manuscrit, 5 lignes, 40 mots

Le 14/01/2019.

- Rétablissement de l'ISF.
- Suppression à 70 % des avantages de tous les anciens présidents ! Une honte pour la France (à prendre exemple sur les pays du Nord de l'EUROPE !).
- Adopter le vote blanc.

10. Manuscrit, 7 lignes, 70 mots

Bonjour, Réduire les dépenses publiques pour avoir enfin un budget équilibré, on ne peut pas continuer à augmenter la dette que nous transmettons à nos enfants. 2 pistes entre autres :

1) Arrêter de faire la guerre, la France n'est pas le gendarme du monde.

2) Supprimer le millefeuille administratif qui génère des dépenses nouvelles. Par exemple, la grande région Nouvelle Aquitaine qui a vu les dépenses de déplacement augmentées.

11. Manuscrit, 20 lignes, 138 mots

Monsieur le Président, voici quelques suggestions :

- Taxer le fuel des navires de croisières.
- Taxer les transactions financières.
- Allonger le temps de la retraite (→ 64 ans) car l'espérance de vie augmente.
- Chasser les journées de congés maladie indûment accordées par des médecins peu scrupuleux (il y a une niche de 100 milliards d'euros à récupérer. Ce qui permettrait de faire de la redistribution.
- Revenir aux 39 h.
- Accorder un supplément de revenus de 200 €/mois aux femmes seules qui élèvent des enfants et qui sont souvent à temps partiel.
- Réindexer les retraites sur le coût de la vie.

- Réduire les dépenses publiques, et le train de vie de l'État. Donnez l'exemple.
- Réduire le millefeuille administratif.
- Investissez davantage dans la recherche écologique (cela créera des emplois).
- Réduire le nombre de députés et de sénateurs.

[Initiales] – 15 janvier 2019

12. Manuscrit, 35 lignes, 282 mots

Aytré, le 16/1/2019

Bonjour,

* Afin d'installer plus d'égalité, de justice, et d'équité, il serait judicieux et urgent de mettre fin à l'univers des intouchables de l'État ; ces élites administratives (inspecteurs des finances, conseillers d'État, etc.) qui profitent de tous les avantages que leur procure l'État...

– Il faut absolument mettre fin à cette NOBLESSE d'État qui date d'une époque bénie où l'État était riche et payait à guichet ouvert.

Monsieur le Président, quand allez-vous mettre fin à tous ces privilèges d'un autre temps ?

Tous ces fonctionnaires de Bercy qui émargent à plus de 200 000 €, et qui, après avoir travaillé dans le public se font recruter dans les grands groupes privés où ils révèlent la fragilité des lois fiscales !!!

* Tous ces énarques que l'on case dans les ministères où les administrations et dont les erreurs de gestion coûtent des centaines de millions d'€ et qui in fine ne sont jamais sanctionnés.

À Monsieur le Président qui n'ignore rien de ces pratiques scandaleuses ; qui connaît bien tous ces intouchables de la vie publique et économique, ayez le courage et la volonté de mettre fin à ces privilèges... Plafonnez les hauts salaires.

Plafonnez les hautes retraites cumulées.

Prenez exemple sur les pays nordiques !!! Où il n'y a ni ENA ni sciences politiques qui forment des dirigeants avec des têtes bien pleines de théories...

– Ayez aussi le courage de supprimer tous les avantages des anciens présidents qui nous coûtent une petite fortune !!!

Merci de tenir compte de cette réflexion, pour que notre pays continue de vivre dans la sérénité, l'égalité, la fraternité... sinon ce sera ingérable et l'on se dirigera inévitablement vers le fascisme !!!

[Signature]

13. Manuscrit, 45 lignes, 381 mots

- Multiplication des tranches d'impôt sur le revenu = au moins le double pour une justice fiscale réelle.
- Que les entrepreneurs de petites et moyennes entreprises puissent vivre dignement de leur travail. Établir un impôt sur les entreprises dégressif lorsqu'il s'agit de TPE ou PME, à l'image de l'impôt sur le revenu. + les aides doivent principalement cibler ces entreprises, qui sont le poumon économique du pays. Pour l'instant, seules les grandes entreprises peuvent s'en sortir. Je souhaiterais moi-même devenir entrepreneur, monter mon propre projet et sortir du statut de salarié. Si ma motivation est très grande, je suis terrorisée à l'idée de monter une entreprise, à

l'image d'amis à moi qui travaillent 60 h par semaine pour recueillir 400 à 500 euros lorsque toutes les cotisations et taxes ont été payées.

- Les loyers sont beaucoup trop chers. Mettre en place des dispositifs pour faire dégonfler la bulle immobilière. Les loyers sont les premiers responsables du faible pouvoir d'achat des Français.
- Que un des premiers budgets de l'État soit le paiement des intérêts de la dette aux banques est totalement anormal. Revenir à l'emprunt à la BCE et non aux marchés financiers.
- Réinjecter du budget dans les hôpitaux publics, et le sanctuariser définitivement.
- Suppression du Sénat, établissement du RIC, suppression de l'immunité parlementaire, bref, établissement d'une 6^e République.
- Favoriser les exploitations agricoles bio de petite envergure au lieu d'engraisser l'agrobusiness.
- Établir des organismes civils de contrôle des représentants de l'État, par tirage au sort au sein de la société civile.
- Au lieu d'augmenter la taxe carburant pour dissuader l'utilisation des véhicules diesel (nous savons désormais d'ailleurs que cette taxe n'avait d'autre but que de compenser la baisse des cotisations post CICE, cf. Macron Leaks. Vous faites donc payer à la masse ce que vous ôtez aux entreprises qui gagnent beaucoup trop d'argent : comment voulez-vous que les Français vous fassent confiance après ça ?), proposez de vraies solutions et investissez réellement dans des modes de transport plus propres et abordables (véhicules, réseau ferré local totalement à l'abandon, bus inter-villes/villages...).
- Supprimer définitivement l'utilisation des flashballs en manifestation par les forces de l'ordre et supprimer l'interdiction au regroupement après les manifestations.
- Refuser le plafond des 3 % pour la dette imposé par l'Europe.

14. Manuscrit, 13 lignes, 89 mots

Que veulent les Gilets jaunes ?

Ce qui est sûr, c'est que ce ne sera pas réglé par la violence.

Beaucoup de ces gens ont des difficultés dans leurs revenus :

manque de revenus,
manque de travail.

Celui doit être traité par les syndicats et les conventions collectives.

Il faut s'attaquer véritablement à la fraude fiscale et les paradis fiscaux (grandes entreprises).

État français et Europe. Là il y a de quoi régler la dette du budget et bien de nos problèmes.

Depuis 40 ans, manque de volonté politique.

15. Dactylographié, 25 lignes, 548 mots (couple)

Monsieur le Président de la République,

Nous avons bien pris connaissance de votre lettre à tous les Français et nous nous permettons de vous répondre sur les sujets qui nous semblent essentiels.

POUVOIR D'ACHAT : réindexation des salaires et retraites, suppression de l'augmentation de la CSG.

JUSTICE FISCALE : 43 % d'assujettis à l'impôt sur le revenu ce n'est pas suffisant, il faut rétablir l'ISF ou nous assurer que ce cadeau fiscal soit bien réinvesti dans les entreprises et non parti dans les paradis fiscaux. Diminution des impôts indirects.

MAINTIEN DES SERVICES PUBLICS : surtout dans les zones rurales. Pas nécessaire de créer d'impôts nouveaux, pour cela il suffit de diminuer le nombre de parlementaires (SÉNAT & ASSEMBLÉE NATIONALE), le nombre des membres du Conseil Économique et Social (voire même le supprimer). Diminuer le nombre de hauts fonctionnaires qui perçoivent des salaires indécents (+ 9 000 €). Supprimer tous les privilèges des élus, notamment lorsqu'ils n'ont plus aucun mandat (anciens présidents de la République, Premiers ministres, ministres et parlementaires).

- Récupérer ou arrêter de payer des retraites indûment perçues par les familles de retraités plus que centenaires et probablement décédés au Maghreb.
- Contrôler et récupérer les fausses cartes d'assurés sociaux, etc.
- Contrôler les versements des prestations familiales et sociales.
- Contrôler le travail « non déclaré » alors que ces travailleurs touchent des prestations sociales.

IMMIGRATION : quota pour une immigration choisie afin de recevoir dignement ces migrants en leur offrant non pas des allocations sans aucune obligation, mais en les formant dans des métiers où nous manquons de main d'œuvre (ça évitera les appels d'air).

LAÏCITÉ : respectons toutes les confessions, mais cessons d'accepter qu'on nous oblige de changer toutes nos us et coutumes. Rétablissons-les : lorsque nous allons à l'étranger c'est bien volontiers que nous adoptons leurs coutumes.

ÉLECTIONS : reconnaissance du vote blanc.

Vote obligatoire : pourquoi pas, à condition de repenser au déroulement des élections qui pourraient se faire en semaine au lieu du dimanche.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : à notre échelle, c'est tous les jours que nous faisons des gestes écologiques en triant nos déchets, en entretenant nos plages, en n'utilisant pas de pesticide, en effectuant des travaux d'amélioration de notre habitation (isolation, changement de chaudière, etc.), en ne possédant qu'un véhicule que nous utilisons le moins possible etc.

Bien sûr qu'il faut trouver des nouvelles énergies propres avant de supprimer totalement nos centrales nucléaires et nos usines de charbon, mais que font les autres pays et nos voisins européens en ce sens ?

Nombre d'autres sujets que vous ne devez pas oublier comme par exemple pour les déserts médicaux, nombreux sont les pays qui obligent leurs jeunes médecins à rendre des années d'études en allant travailler dans des dispensaires dans des contrées défavorisées (2 à 3 ans).

Au début de leur carrière, on mute bien les enseignants et autres fonctionnaires dans des régions ou villes qu'ils n'ont pas choisies.

Augmentation de la durée du service civil minimum 3 mois.

Le chômage, les maisons de retraite qui sont de plus en plus chères, la recherche etc.

Monsieur le Président, il faut arrêter de mépriser le peuple avec vos réflexions acerbes, arrêter de monter les actifs contre les retraités et les chômeurs, nous vous rappelons que nous aussi nous avons été actifs.

[Prénom et Prénom NOM]

Retraités

[Signature] [Signature]

16. Dactylographié, 15 lignes, 129 mots

- Remise en place de l'ISF.
- Lutter réellement contre la fraude et l'évasion fiscale et sociale.
- Réduction des dépenses publiques.
- Réduction du nombre des élus, sénateurs, députés.
- Réduction du nombre des ministres et secrétaires d'État au gouvernement.
- Réduction des avantages des élus.
- Arrêt du financement des anciens membres du gouvernement qui ne sont plus en fonction.
- Limiter le cumul des fonctions des élus.
- Revoir le calcul des retraites des élus à la baisse.
- Réduction des taxes nationales qui pèsent sur le pouvoir d'achat des citoyens (gasoil, gaz, électricité, TVA...).
- Diminuer les charges salariales.
- Supprimer la CSG sur les retraites.
- Remettre à 90 km/h la vitesse sur les routes du réseau national.
- Créer le référendum d'initiative citoyenne.

17. Manuscrit, 93 lignes, 770 mots

Le 24/01/19

- Reconnaissance de vote blanc.
- Augmentation des salaires.
- Préservation de la classe moyenne.
- Préservation du nombre de fonctionnaires et même en remettre dans les cités, dans les villages : allocations familiales, sécurité sociale, mairies, hôpitaux, écoles (plus de personnel). Privilégier les petits hôpitaux, les petites structures.
- Faire reculer le fait que les domaines de santé (cliniques, mutuelles...) soient rachetés par des groupes internationaux. Réfléchir à la notion de soin. N'est-elle que technique? Peut-elle respecter la nature (traitements).
- Demander en échange du minimum social un travail d'intérêt public, une formation...
- Rétablir l'ISF.
- Interdire que les salaires des grands patrons (industries, administration) soient supérieurs à 20 fois le SMIC.
- Poursuivre Carlos Ghosn en France, au moins faire une enquête pour savoir si ce dont l'accuse le droit japonais s'est produit en France.
- Interdire aux ministres féminins ou masculins d'animer des émissions de télévision pendant et hors de leurs mandats.

Cahier d'Aytré

- Revoir la loi travail. Refaire des syndicats, des Gilets jaunes, de la justice et ses représentants des interlocuteurs valables [*ordre des mots incertain*].
- Pollution : interdire le glyphosate le + vite possible, sinon très vite vu les affaires en cours (ex : couches jetables, cancer), le gouvernement sera rendu responsable des conséquences de ce poison.
- Réflexion nationale sur la mise en place d'une politique écologique :
 - agriculture | cela concerne la fameuse
 - industrie | transition écologique
 - petites entreprises
 - associations.le peuple, les citoyens le demandent.
- Aider les agriculteurs qui possèdent d'énormes parcelles à changer leur façon de cultiver. Que le blé, le maïs, les céréales ne soient plus cotés en bourse.
- Protéger les côtes, l'océan. Interdire la pêche électrique, privilégier la pêche responsable.
- Limiter le cumul de fonctions des élus.
- Mandat présidentiel remis à 7 ans.

[Signature]

- Privilégier les PME par rapport aux grandes entreprises qui promettent des emplois pour avoir des subventions mais ne tiennent pas leurs promesses, même si elles font d'énormes bénéfices.
- Faire en sorte que les entreprises, celles de grande taille, les particuliers aux très hauts revenus payent la totalité de leurs impôts.
- Arrêter de considérer que les salariés ont trop d'avantages : ex. le projet qui consiste à taxer les chèques-vacances !
- Les entreprises installées en France dont les « patrons » sont ou se domicilient à l'étranger devraient être plus taxées ou au moins plus contrôlées.
- Mieux contrôler les dépenses de l'État, non pas en diminuant le nombre de fonctionnaires mais en évitant les dépenses liées à des erreurs genre de celle qui concerne Bercy avec l'affaire des États pollueurs, qui peuvent acheter des parts de « droit de pollution » à d'autres États plus propres. Que les personnes qui ont inventé cette pratique soient sanctionnées en fonction de la perte qu'ont subie les finances de l'État, pour les responsabiliser.
- Arrêter les grosses sub-primes, et autres avantages de grands patrons, surtout s'ils font couler leur entreprise, là aussi pour les responsabiliser.
- Taxation sur les transactions financières proposée par ATTAC.
- Arrêter l'augmentation de la CSG pour les retraités.
- Ne plus toucher aux retraites, à part pour augmenter les plus basses.
- Privilégier la réflexion, que sera l'avenir, est-ce qu'il faut le limiter à un monde connecté ?
- Ne plus faire des retraités qu'1 manne financière, les faire participer plus à la réflexion de ce que sera l'avenir.
- Légiférer contre "l'augmentation" des capacités humaines. Qu'un humain espère vivre jusqu'à 500 ans, simplement parce qu'il a les moyens de s'augmenter tant au plan biologique, technique, exprime la dose d'égoïsme de ces nantis.
- Écouter le mécontentement des maires quant au financement des communes.

- Attention à la sélection aux entrées à l'université. Mais ne pas laisser penser que la faculté et l'unique voie royale est une bonne chose. Donc, mettre en avant les formations techniques "d'élite", comme les Compagnons du devoir. Plein de petites et moyennes entreprises cherchent des ouvriers qualifiés.

Merci de me/nous donner la parole, faites en sorte qu'elle soit écoutée.

Cordialement

[Signature]

PS. Transformer la "mentalité" des formations du patronat et des grandes écoles => qu'elle ne s'appuie plus sur le modèle américain mais plutôt sur celui des pays nordiques, où les médecins, les grands patrons, les politiques se sentent les égaux de leurs collègues, salariés. Nous avons tout à gagner à partager une idée/un espoir commune.

- Donner 1 avenir aux BANLIEUES.
- Non à la loi anti-casseurs ; les légistes qui s'expriment sur elle sont très méfiants quant au déficit de liberté individuelle qu'elle pourrait induire. Appliquer les lois qui existent pour faire régner la loi.

18. Manuscrit, 30 lignes, 279 mots

Écologie / environnement :

- Instaurer une consigne (0,50 €) sur chaque sac plastique délivré dans un commerce alimentaire, avec échange gratuit si hors d'usage.
- Lutter contre la pollution des emballages plastiques en surtaxant un maximum les denrées alimentaires sous vide, quand ces mêmes denrées peuvent être disponibles à la coupe ou chez un artisan (ex : lardons, jambon, saucisson, etc.).
- Développer et autoriser les solutions pour produire soi-même de l'électricité et ainsi la consommer directement.
- Pour les espaces verts publics, produire et entretenir des espèces consommables (arbres fruitiers, aromatiques, etc.)

Social :

- Attribuer à chaque pompier volontaire une indemnité mensuelle supplémentaire de 300 € nets pour dévouement et disponibilité à la nation et au peuple.
- Les amendes et les contraventions doivent être définies sur la base du revenu mensuel moyen.
- Limiter à 2 000 000 000 € l'opportunité de se constituer une fortune personnelle. En France, 500 citoyens se partagent 640 000 000 000 €... Est-ce moral ?
- Limiter par n'importe quel mécanisme (CAF ou pas ?) le montant des loyers des T1, T2 à 30 % du SMIC.

Justice :

Qu'elle cesse d'être faible avec les forts, qu'elle devienne dissuasive pour les fraudeurs fiscaux, pour les entreprises (ententes illicites trop nombreuses et régulières).

Économie :

Que l'État investisse dans la R&D pour les objets du quotidien (machine à laver, à café, à vaisselle, automobiles, etc.) pour prendre le contrepied du marché en proposant un rapport qualité/prix basé non pas sur la maximisation des profits mais bien plutôt sur la longévité et la facilité à remplacer une pièce défectueuse.

Ne pas laisser l'eau se faire privatiser !!

Merci de votre attention. [P. Nom]

19. Manuscrit, 12 lignes, 78 mots (femme)

Réflexions

- Tous les gens qui briguent un poste électoral devraient absolument être intègres.
- Les anciens élus (présidents, ministres, etc.) n'ont pas à avoir d'avantages (immobilier, véhicules, personnel) en plus de retraites confortables et à vie pour certains.
- Il faudrait mettre à égalité les jours de carence (3 jours dans le privé, aucun dans le public, ça ne va pas).
- Pollution : moins d'automobiles, plus de trains, moins d'avions et moins chauffer les habitations.

Mme [Nom]
retraîtée

20. Manuscrit, 15 lignes, 108 mots

- La terre n'est pas faite pour accueillir 7 milliards de personnes. Si l'on veut que le monde perdure et soit vivable, il faut changer la façon de vivre et de consommer.
- Arrêter de faire venir du bout du monde des choses ou des aliments que l'on peut produire et fabriquer très bien en France.
- Résorber la dette permettrait d'avoir de l'argent pour la recherche, le ferroutage, la lutte contre le terrorisme, la transition écologique, etc.
- Arrêter de construire des villes immenses que l'on est incapable de gérer et qui sont invivables.
- Mieux contrôler l'immigration qui sera source de très gros problèmes à l'avenir.

[Initiales]

[FIN]